

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 15 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14 octobre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Suez RV Lorraine**

ZI Sainte Agathe  
Boucle des Dinandiers  
57290 Fameck

Références : FAMECK\_SUEZ-RV-LORRAINE\_2022-11-15\_RAPVI\_DNB\_24236  
Code AIOT : 0006206637

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 octobre 2022 dans l'établissement Suez RV Lorraine implanté ZI Sainte Agathe 57 Boucle des Dinandiers 57290 Fameck. L'inspection a été annoncée le 15 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet fait suite à la visite du 22 avril 2021 ayant notamment conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°125 du 6 juillet 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Suez RV Lorraine
- ZI Sainte Agathe 57 Boucle des Dinandiers 57290 Fameck
- Code AIOT : 0006206637
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société Suez RV Lorraine est notamment encadré par :

- l'arrêté préfectoral n°98-AG/2-250 du 26 novembre 1998 (activités de centre de regroupement de tri et d'emballages ménagers et industriels ainsi que les papiers et cartons : « tri d'emballage ») ;
- l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-77 du 17 février 2006 (activité de centre de tri déchets industriels banals : « DIB ») ;
- l'arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-61 du 21 mars 2016 complétant les arrêtés préfectoraux susvisés.

L'établissement est également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2711, 2713, 2714 et 2716.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect de la mise en demeure du 6 juillet 2021 ;
- volume de bois stockés ;
- rejets aqueux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets eaux pluviales	Arrêté préfectoral du 17 février 2006, article 43 (partiel)	Inspection du 22 avril 2021	Sans objet
3	Volume bois stockés	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2016, article 3 (partiel)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Disponibilité des Robinets d'incendies armés (RIA) en tout temps	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 juillet 2021, article 1 <sup>er</sup>	Inspection du 22 avril 2021	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats réalisés et des engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat pour les points de contrôle 2 et 3. A ce sujet, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser, sous 15 jours à compter de la date du présent rapport :

- le volume de bois effectivement stocké (cumul bois à trier et bois triés en attente d'évacuation) au titre de la rubrique 2714-1 de la nomenclature ICPE ;
- le délai d'évacuation des bois stockés triés dans le cas où le volume stocké serait supérieur au volume maximal autorisé (2500 m<sup>3</sup>) ;
- le résultat commenté des analyses des rejets aqueux réalisées pour le dernier semestre 2022.

Par ailleurs, les constats effectués permettent de considérer que la mise en demeure du 6 juillet 2021 est levée (point de contrôle 1).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Disponibilité des Robinets d'incendies armés (RIA) en tout temps

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 juillet 2021, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Suez RV Lorraine, dont le siège social est situé à Metz (57 000) – 5 rue des drapiers, est mise en demeure de respecter, pour ses activités de tri de déchets industriels et de regroupement, de tri et conditionnement de papiers, cartons et d'emballages ménagers situées à Fameck – 11 Boucle des dinandiers, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 34 de l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-77 du 17 février 2006 susvisé, pour ce qui concerne la disponibilité en tout temps des RIA soumis à ces dispositions : <ul style="list-style-type: none"><li>- « Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum : [...] des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues ; [...] Ils sont protégés du gel ; [...] ;</li><li>- Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des équipes d'intervention. »</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection un bon de commande signé auprès de la société DESAUTEL le 21 septembre 2021 intitulé "remise en conformité du système RIA hors gel du site".  Lors de la visite, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en place de 3 RIA dans la zone nommée "Tri DIB". Pour cette zone, la protection des RIA contre le gel est opérée par des cordons chauffants. La présence de ce système a été constatée lors de la visite et fait l'objet d'une signalétique dédiée.</li><li>• la mise en place de 11 RIA dans le bâtiment dit "Tri CS" pour lesquels la protection contre le gel est réalisée par la mise sous pression RIA. Cette mise sous pression des RIA fait l'objet d'une signalétique dédiée constatée lors de la visite.</li></ul> L'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• une attestation de la société DESAUTEL justifiant de la mise en service et du caractère opérationnel des deux nouveaux systèmes de RIA mis en place (par cordons chauffants, mise sous pression) ;</li><li>• le PV de réception de ces deux installations établi le 24 mai 2022.</li></ul>
<b>Observations :</b> Les prescriptions de l'article premier de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°125 du 6 juillet 2021 étant respectées, cette mise en demeure peut être considérée comme levée.  Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• un bon de commande signé le 8 juin 2022 portant sur la mise à jour des plans d'intervention et d'évacuation incendie suite à la mise en place de ces nouveaux RIA ;</li><li>• un bon de commande signé le 2 novembre 2022 portant sur la création du local "coupe feu" dédié au compresseur des RIA fonctionnant sous pression.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17 février 2006, article 43 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les eaux pluviales sont collectées [...] avant rejet dans le réseau séparatif.  Une convention de rejet est établie avec la collectivité gestionnaire du réseau. [...]  Avant rejet dans le réseau collectif, les eaux pluviales doivent respecter les caractéristiques suivantes :  pH 6,5&lt;pH&lt;8,5 ; Matières en suspension (MES) &lt; 30 mg/l ; Hydrocarbures totaux &lt; 5mg/l ;  DCO &lt; 125 mg/l  [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Au vu des constats de la visite du 22 avril 2021, et notamment du rapport d'analyses du 26 mai 2021 relatif aux rejets d'eaux pluviales et des déclarations de l'exploitant, le rapport de l'inspection portant sur cette visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- demandait à l'exploitant, concernant les modalités de rejet des eaux pluviales, de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• justifier à l'inspection de l'absence de réseau public séparatif permettant le rejet au milieu naturel des eaux pluviales des zones de tri DIB et tri CS,</li> <li>• communiquer à l'Inspection, l'accord du gestionnaire du réseau de procéder à ce raccordement des eaux pluviales vers des ouvrages dédiés au traitement des eaux résiduaires urbaines.</li> </ul> </li> <li>- ne proposait pas de suite dans l'immédiat concernant le dépassement de la valeur limite en MES du point de rejet « tri CS » au regard de la valeur limite fixée pour les rejets dans le milieu naturel, dans l'attente de la clarification et de la justification par l'exploitant des modalités de rejet des eaux pluviales du site telles que sollicitées ci-avant.</li> </ul> <p>Lors de la visite de ce jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant a déclaré que le rejet s'effectuait effectivement au milieu naturel via le réseau séparatif existant ;</li> <li>• la convention, établie le 28 mars 2022 pour le rejet des eaux pluviales du site vers le réseau séparatif géré par la communauté d'agglomération du Val de Fensch, a été présentée à l'inspection.</li> </ul> <p>L'inspection constate donc les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ces modalités de rejet des eaux pluviales du site sont conformes avec les dispositions de l'article 43 susvisé ;</li> <li>• le rejet des eaux pluviales s'effectuant vers le milieu naturel, les valeurs limites de rejet des eaux pluviales fixées par l'article 43 susvisé sont à respecter, notamment pour ce qui concerne le paramètre MES ;</li> <li>• les résultats des analyses du 26 mai 2021 ne sont pas conformes pour le paramètre MES mesuré au point de rejet « Tri Collecte Sélective (CS) » (110 mg/l, dépassant la valeur limite de 30 mg/l fixée à l'article 43 susvisé).</li> </ul> <p>A noter que l'exploitant s'est engagé à faire procéder à de nouvelles analyses en vue de déterminer le caractère ponctuel ou non de ce dépassement (bon de commande auprès de la société EUROFINS signé le 30 septembre 2022).</p>
<p><b>Observations :</b> Au regard de l'engagement de l'exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas, dans l'immédiat, de suites administratives au préfet mais demande à l'exploitant de lui adresser le résultat commenté des analyses des rejets aqueux réalisées pour le dernier semestre 2022 dans un délai de 15 jours suivant la date du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Néant à ce stade

### N° 3 : Volume bois stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2016, article 3 partiel
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume bois stocké rubrique 2714
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La nature des installations classées autorisées pour l'ensemble du site exploité est précisée dans le tableau ci-dessous [tableau non reproduit] :</p> <p>Au titre de la rubrique 2714 "Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois " : [...], le volume maximal autorisé est de 2500 m<sup>3</sup> de bois incluant les déchets à trier et les déchets triés en attente d'évacuation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté un volume important de bois trié en attente d'évacuation sans pouvoir évaluer ce volume par rapport au volume maximal autorisé. L'exploitant a déclaré que le contexte énergétique de ces dernières semaines (pénurie de carburant des transporteurs concernés) rendait les évacuations difficiles.</p> <p>Post-visite, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>déclaré à l'inspection que l'amélioration des conditions d'approvisionnement en carburant des transporteurs avait permis de réduire de manière conséquente le volume de bois stocké en attente d'évacuation ;</li> <li>justifié cette déclaration par le biais de photographies sans indiquer ni justifier que le volume ainsi en stock respecte le volume maximal autorisé susvisé.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Au vu des constats, l'inspection des installations classées ne propose pas, dans l'immédiat, de suites administratives au préfet mais demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai de 15 jours suivant la date du présent rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume de bois effectivement stocké (cumul bois à trier et bois triés en attente d'évacuation) au titre de la rubrique 2714-1 de la nomenclature ICPE ;</li> <li>- le délai d'évacuation des bois triés dans le cas où le volume stocké serait supérieur au volume maximal autorisé susvisé (2500 m<sup>3</sup>).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Néant à ce stade